



**COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE**  
**Séance du 22 mars 2022**

**RESULTAT DU VOTE**  
Nombre de votants : 29  
Voix favorables : 29  
Voix défavorables : 0  
Abstentions : 0

**DELIBERATION**  
**n°CFVU – 2022 – 08 – ESL – 001**

***relative aux maquettes de formation et aux modalités spécifiques  
du contrôle des connaissances et des compétences des diplômes nationaux  
de l'Ecole Européenne de Droit***

Vu le code de l'éducation, et notamment son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,

Vu la Charte des examens en vigueur,

Vu la délibération de la CFVU relative au régime commun des études et aux modalités générales du contrôle des connaissances des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux et des diplômes d'université,

Vu l'avis du Conseil de la faculté de droit et science politique en date du 1<sup>er</sup> mars 2022,

**La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :**

La commission de la formation et de la vie universitaire approuve les maquettes des formations de l'Ecole Européenne de Droit (ESL) ainsi que les modalités spécifiques du contrôle des connaissances et des compétences des diplômes nationaux et des diplômes d'université telles qu'annexées à la présente délibération.

Le président de la Commission de la  
Formation et de la Vie Universitaire,

**Hugues KENFACK**

**ANNEXES :**

**Diplômes nationaux**

MCC-MASTER-DIDE- PT LLM International Aviation Law-2022-2023
--

**Diplômes d'université**


MCC-DU-L2-M1-ESL-DEDUE-2022-2023
----------------------------------

MCC-DU-M1-M2 ESL DESAPS-2022-2023
-----------------------------------

Type Diplôme : <b>DIPLÔME D'UNIVERSITÉ</b>		
COMPOSANTE/Structure	<b>DROIT</b>	European School of Law Toulouse
LIBELLÉ	<b>Diplôme d'études en droit de l'Union européenne</b>	
Session DU	<b>Seconde session/chance</b>	Les éléments ci-dessous présentent et précisent les modalités de la délibération N°CFVU-2022-08-DES-001, relative au régime commun des études et aux modalités générales de contrôle des connaissances des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux et des diplômes d'université. Cette formation se situe dans le cadre de l'Action Jean Monnet, lancée en 1990 par la Commission des Communautés européennes afin de développer les enseignements sur l'intégration européenne dans les programmes universitaires
<b>LANGUE ENSEIGNEMENT</b>		
Français		
<b>REDOUBLEMENT</b>		
Les étudiants n'ayant pas validé le diplôme sont autorisés à s'y réinscrire sauf avis défavorable de la responsable		
<b>PROFESSIONNALISATION</b>		
<b>Stages</b>		
L'inscription au diplôme d'Etudes en Droit de l'Union Européenne ne confère pas le statut étudiant et ne permet donc pas d'établir une convention de stage.		
<b>Autres modalités</b>		
/		
<b>EVALUATION, NOTATION, SECONDE SESSION/CHANCE</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières d'appréciation des aptitudes et du contrôle des connaissances et compétences, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Sessions d'examen</b>		
La première session d'examen se déroule en mai, après la période d'examen des diplômes nationaux en droit. L'examen comporte trois épreuves écrites : une par unité, d'une durée de trois heures chacune, portant sur l'une des matières de l'unité. Les étudiants qui ont validé le diplôme (moyenne de 10/20 aux trois épreuves) lors de la première session ne peuvent pas se représenter lors de la deuxième session.		
<b>Seconde chance</b>		
La session de seconde chance se déroule en fin d'année universitaire, généralement en juin. L'examen comporte trois épreuves écrites : une par unité, d'une durée de trois heures chacune, portant sur l'une des matières de l'unité. Les étudiants qui n'ont pas obtenu la moyenne au diplôme lors de la première session peuvent se présenter à l'épreuve ou aux épreuves où ils n'ont pas obtenu la moyenne. Les notes inférieures à la moyenne obtenues lors de la première session ne sont pas conservées pour la deuxième session.		
<b>VALIDATION, COMPENSATION, CAPITALISATION, CONSERVATION</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières de validation et de compensation ainsi que la possibilité d'une note éliminatoire, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Validation</b>		
Le diplôme est délivré aux étudiants ayant participé aux trois épreuves et ayant obtenu la moyenne (10/20 au minimum) à l'ensemble des trois épreuves.		
<b>Capitalisation/conservation</b>		
La validation d'une unité, par l'obtention d'une note d'au moins 10/20, comporte l'acquisition définitive des crédits européens correspondants. La note obtenue est conservée si l'étudiant se réinscrit au diplôme ultérieurement.		
<b>Compensation</b>		
Le diplôme peut être obtenu par compensation entre les notes des trois unités qui le composent. Les crédits correspondant à chacune des trois unités sont acquis même si le diplôme est obtenu par compensation.		
<b>Note éliminatoire</b>		
Une absence à une épreuve, entraînant un 0/20, est éliminatoire.		
<b>TEXTES RÉGLEMENTAIRES</b>		
<a href="#">Art. L613-2 du Code de l'éducation</a>		

Diplôme d'université									1ère session		Seconde session/chance	
Parcours		Diplôme d'études en droit de l'Union européenne							Contrôle Terminal		Contrôle Terminal	
Nature ELP	Période	Libellé ELP	Heures CM	ECTS	Coeff	Capitalisable	Compensable	Type Contrôle	Nature	Durée	Nature	Durée
UE	ANNUEL	<b>UE1 - Cadre institutionnel</b>	<b>20</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	Oui	Oui	CT (Contrôle terminal)	Écrit	3h	Écrit	3h
Matière		Le cadre historique de la construction européenne - Présentation historique - Les grandes étapes de l'intégration : des Communautés européennes à l'Union européenne										
Matière		L'appareil institutionnel - Le système politique : Conseil de l'Union européenne, Conseil européen, Parlement européen, Commission européenne, ... - Le système juridictionnel : les juridictions de l'Union (Cour de justice de l'Union européenne, Tribunal de l'Union, Tribunal de la fonction publique)										
Matière		L'ordre juridique - Les sources - La portée : Rapports droit de l'Union/droit national : primauté ; effet direct										
Matière		Le système judiciaire - contentieux de l'annulation, de la déclaration, plein contentieux, coopération préjudicielle, recours en manquement, renvoi préjudiciel en interprétation ...										
UE	ANNUEL	<b>UE 2 - Droit européen matériel</b>	<b>40</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	Oui	Oui	CT (Contrôle terminal)	Écrit	3h	Écrit	3h
Matière		La libre concurrence - ententes, abus de position dominante, concentrations et aides d'État	10									
Matière		La citoyenneté de l'Union	4									
Matière		L'espace de liberté de sécurité et de Justice (ESLJ) - déplacement, séjour, asile, immigration, coopération en matière civile et pénale)	4									
Matière		L'union économique et monétaire	4									
Matière		La libre circulation des professionnels - La liberté d'accès et d'exercice des emplois salariés - Les conditions de vie, de travail et la protection sociale des salariés - La liberté d'établissement et la libre prestation de services	12									
Matière		La libre circulation des marchandises	6									
UE	ANNUEL	<b>UE3 - Politiques de l'Union</b>	<b>40</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	Oui	Oui	CT (Contrôle terminal)	Écrit	3h	Écrit	3h
Matière		La politique européenne du numérique	6									
Matière		La politique de cohésion économique et sociale, fonds structurels	4									
Matière		La politique agricole commune (PAC)	8									
Matière		La politique européenne de la santé	6									
Matière		La politique de protection des consommateurs	4									
Matière		La politique européenne de l'environnement	8									
Matière		La politique extérieure de l'Union	4									
			Total									
			<b>100</b>	<b>32</b>								

Type Diplôme : **DIPLÔME D'UNIVERSITÉ**

<b>COMPOSANTE/Structure</b>	<b>DROIT</b>	European School of Law Toulouse
<b>LIBELLÉ</b>	<b>Diplôme en droit européen de la santé et des produits de santé (DESAPS)</b>	
Session DU	Session unique	<p>Les éléments ci-dessous présentent et précisent les modalités de la Délibération N°CFVU-2022-08-DES-001, relative au régime commun des études et aux modalités générales de contrôle des connaissances des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux et des diplômes d'université.</p> 
<b>LANGUE ENSEIGNEMENT</b>		
Français		
<b>REDOUBLEMENT</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les conditions particulières de réinscription applicables aux différents parcours</i>		
Un étudiant qui n'a pas été admis au diplôme peut s'y inscrire ultérieurement, sauf avis contraire de la responsable du diplôme.		
<b>PROFESSIONNALISATION</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières de professionnalisation applicables aux différents parcours</i>		
<b>Stages</b>		
L'inscription à ce diplôme ne permet pas de bénéficier du statut d'étudiant ni de bénéficier d'une convention de stage		
<b>Autres modalités</b>		
/		
<b>EVALUATION, NOTATION, SECONDE SESSION/CHANCE</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières d'appréciation des aptitudes et du contrôle des connaissances et compétences, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Sessions d'examen</b>		
L'UE1 est évaluée par l'audition de l'étudiant devant un jury lors d'une épreuve d'« exposé-discussion » portant sur une liste de sujets proposés par les enseignants et portés à la connaissance des candidats ;		
L'UE2 consiste en la rédaction d'un mémoire de spécialisation dont le sujet aura été décidé en commun entre l'étudiant et un enseignant du diplôme.		
<b>Seconde chance</b>		
Une session ultérieure de seconde chance peut être organisée pour les étudiants qui :		
- peuvent justifier d'un cas de force majeure, c'est à dire la réunion de trois éléments qui le rendent exceptionnel par nature (imprévisible, irrésistible et extérieur) ;		
- ont déposé un dossier (demande et justificatif(s) d'absence) auprès de leur scolarité au plus tard 10 jours suivant la fin de la période d'examen concernée ;		
- ont reçu un avis favorable de la commission pédagogique du diplôme		
<b>VALIDATION, COMPENSATION, CAPITALISATION, CONSERVATION</b>		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières de validation et de compensation ainsi que la possibilité d'une note éliminatoire, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Validation</b>		
Pour être admis au diplôme, le candidat doit obtenir une moyenne générale de 10/20 minimum aux deux épreuves. Le jury du diplôme peut octroyer des points de jury pour permettre l'obtention du diplôme.		
<b>Capitalisation/conservation</b>		
Une unité est définitivement acquise dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.		
<b>Compensation</b>		
Une unité peut être validée par compensation : les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les crédits correspondant à l'unité sont acquis.		
<b>Note éliminatoire</b>		
/		
<b>TEXTES RÉGLEMENTAIRES</b>		
<a href="#">Art. L613-2 du Code de l'éducation</a>		

Diplôme d'université		Diplôme en Droit européen de la santé et des produits de santé (DESAPS)								1ère session	
Nature ELP	Période	Libellé ELP	Heures CM	Heures TD	ECTS	Coeff	Capitalisable	Compensable	Type Contrôle	Nature	Durée
UE	ANNUEL	UE 1 - Enseignements et conférences	100		15	1	Oui	Oui	CT (Contrôle terminal)	Oral	1h
		Cours fondamentaux									
Matière	S1	Introduction au droit européen de la santé	10								
Matière	S1	Marché intérieur européen de la santé	15								
Matière	S1	Enjeux de la qualification des produits de santé	10								
Matière	S1	Principes de la sécurité sanitaire dans le domaine des produits de santé	10								
		Séminaires spécialisés									
		SANTÉ									
Matière	ANNUEL	Santé et nouvelles technologies	3								
Matière	ANNUEL	Applications électroniques en santé et objets connectés	3								
Matière	ANNUEL	Télémédecine nationale et transfrontalière	3								
Matière	ANNUEL	Santé et protection des données	3								
Matière	ANNUEL	Recherche médicale en Europe	3								
Matière	ANNUEL	Bioéthique et droit européen	3								
Matière	ANNUEL	Innovation en santé	3								
Matière	ANNUEL	E-santé : regard de l'expert au niveau de l'Union	3								
		MÉDICAMENTS ET PRODUITS DE SANTÉ									
Matière	ANNUEL	Règlementations européennes spécifiques (compléments alimentaires, allégations nutritionnelles et de santé...)	3								
Matière	ANNUEL	Règlementation européenne relative aux cosmétiques	3								
Matière	ANNUEL	Médicaments falsifiés et commerce en ligne de médicaments	3								
Matière	ANNUEL	Innovation dans le domaine pharmaceutique	3								
Matière	ANNUEL	Innovation et propriété intellectuelle	3								
Matière	ANNUEL	Accès aux médicaments dans l'Union Européenne, aspects économiques et éthiques	3								
Matière	ANNUEL	Système européen de pharmacovigilance	3								
Matière	ANNUEL	Politique européenne et française des médicaments orphelins : enjeux éthiques contemporains	3								
Matière	S1	MÉTHODOLOGIE JURIDIQUE (optionnel)	7								
UE	ANNUEL	UE 2 - Mémoire de spécialisation		1,5hTD/étudiant	15	1	Oui	Oui	CT (Contrôle terminal)	Rapport/Mémoire	

Type Diplôme : MASTER		
COMPOSANTE	DROIT	
MENTION	DROIT INTERNATIONAL ET DROIT EUROPEEN	
Session M2	Session unique	<i>Les éléments ci-dessous présentent et précisent les modalités de la Délibération N°CFVU-2022-08-DES-001, relative au régime commun des études et aux modalités générales de contrôle des connaissances des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux et des diplômes d'université.</i>
LANGUE ENSEIGNEMENT		
ANGLAIS (intégralement)		
REDOUBLEMENT		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les conditions particulières de réinscription applicables aux différents parcours</i>		
Le redoublement est soumis à l'appréciation du président du jury du diplôme. Il est possible pour tout candidat qui en fait la demande au moment de sa première inscription de valider les modules du Master 2 en deux années. Dans ce cas, les droits d'inscription et les frais de formation sont acquittés une seule fois. Tout module non acquis (isolément ou par compensation) la première année pourra être passé l'année suivante. Tout module doit être suivi et validé dans son intégralité.		
PROFESSIONNALISATION		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières de professionnalisation applicables aux différents parcours</i>		
<b>Stages</b> Chaque étudiant devra réaliser un stage obligatoire d'une durée minimum de 12 semaines. A l'issue de ce stage ou projet tuteuré l'étudiant en fait une restitution écrite qui est évaluée et fait l'objet d'une soutenance orale. Les modalités de restitution par l'étudiant et d'évaluation du stage sont précisées par le responsable du Master.		
<b>Autres modalités</b> Le cas échéant, le stage peut être remplacé par la réalisation d'un projet tutoré, en particulier pour les participants relevant de la formation continue, pour lesquels le projet tuteuré est obligatoire.		
EVALUATION, NOTATION, SECONDE SESSION/CHANCE		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières d'appréciation des aptitudes et du contrôle des connaissances et compétences, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Sessions d'examen</b> Il existe une session d'examen unique organisée annuellement. Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées par des examens terminaux écrits (UE 1 et UE2; rapport de l'UE7), oraux (un grand oral commun pour les UE 3, 4, 5 et 6), ainsi que, pour les UE 3, 4, 5 et 6, par une note de contrôle continu pour chacune. Ces examens peuvent être organisés le samedi. En cas d'absence injustifiée, l'étudiant se verra affecter une note de 0/20 à la matière concernée. Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.		
<b>Seconde chance</b> L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique du semestre, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique. Le Président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.		
VALIDATION, COMPENSATION, CAPITALISATION, CONSERVATION		
<i>Les MCC spécifiques déterminent les modalités particulières de validation et de compensation ainsi que la possibilité d'une note éliminatoire, applicables aux différents parcours</i>		
<b>Validation</b> Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes : - PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99 - ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99 - BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99 - TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16		
<b>Capitalisation/conservation</b> Pour les UEs non validées, en cas notamment de choix de validation en deux ans, l'étudiant conserve le bénéfice des notes obtenues aux épreuves.		
<b>Compensation</b> Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation: une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne. Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent. Les semestres sont validés isolément ou par compensation: Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la note moyenne (10/20). Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année; dans ce cas, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.		
<b>Note éliminatoire</b> Pas de note éliminatoire		
TEXTES RÉGLEMENTAIRES		
<a href="#">Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de</a> <a href="#">Arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence</a> <a href="#">Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master</a>		



[illegible]



Intitulé du bloc	Compétences
<b>Blocs de compétences transversales</b>	
<b>BLOC 1</b> Mettre en œuvre les usages avancé et spécialisés des outils numériques	<i>Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention</i> <i>Se servir de manière autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine</i>
<b>BLOC 2</b> Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés	<i>Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale</i> <i>Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines</i> <i>Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines</i> <i>Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux</i> <i>Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation</i>
<b>BLOC 3</b> Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert des connaissances	<i>Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère</i> <i>Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation</i>
<b>BLOC 4</b> Contribuer à la transformation en contexte professionnel	<i>Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles</i> <i>Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe</i> <i>Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif</i> <i>Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité</i> <i>Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale</i>

<b>Blocs FICHE RNCP</b>	
<b>BLOC 5</b> Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit international et de droit européen	Analyser les enjeux juridiques internationaux et européens d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable. Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre Appliquer les méthodologies du droit international et droit européen à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit international ou droit européen afin d'éclairer leurs actions Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit international ou le droit européen afin de garantir leur bonne mise en œuvre Traiter les informations émanant de sources internationales ou européennes afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources. Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit international ou au droit européen Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit international ou du droit européen Analyser la jurisprudence internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
<b>BLOC 6</b> Réaliser une veille juridique dans un environnement européen et international	Identifier les différentes sources d'information internationales et européennes afin de réaliser une veille juridique complète Suivre le fonctionnement des institutions internationales et européennes pour en maîtriser les enjeux Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales et européennes Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète
<b>BLOC 7</b> Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité	Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts Proposer des stratégies juridiques pour l'entité Travailler en équipe pour gérer un projet juridique Comprendre l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte Procéder à une veille juridique générale et sectorielle Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité Identifier des outils de prévention et gestion des risques juridiques de l'organisation pour les mettre en œuvre Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
<b>BLOC 8</b> Fournir un appui juridique à la prise de décision	Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin d'orienter la prise de décision Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
<b>BLOC 9</b> Négocier et rédiger des actes juridiques	Identifier le régime juridique interne, international et européen des différents actes aux fins de leur élaboration Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité Rédiger des actes juridiques nécessaires
<b>BLOC 10</b> Gérer un contentieux	Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) pour régler le litige Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse Rédiger les mémoires et plaider devant les instances nationales, européennes et internationales pour le règlement des différends